

% Résistances

attac

ATTAC Biterrois

enkidou@club-internet.fr
Réunions les 1er et 3ème
lundis du mois à Béziers.
18h30, 2 rue Voltaire à
Béziers.

Renseignements

Alain 04 67 39 19 08

ATTAC Jaur Sommail

lacigale-stpons@wanadoo.fr
Réunion le deuxième mercredi de
chaque mois au tabac La Cigale
(Route de Castres à Saint Pons) à
midi et demi

Renseignements

Pierre 04 67 97 17 88

Permanence mercredi sur le
marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux

Réunions les 1er et 3e mardis de
chaque mois.

Renseignements

Denis 04 67 95 14 99

Les sans-papiers: des victimes du capitalisme

A l'heure où Sarkozy continue la chasse aux sans-papiers, il n'est pas inutile de rappeler certains faits.

Tout d'abord, les personnes qui quittent leur pays car elles ne peuvent y vivre décemment ne le font pas de gaité de cœur. Elles laissent derrière elles famille, amis, habitudes pour rejoindre un territoire inconnu en dépensant toutes leurs économies et souvent au risque de leur vie.

Une fois arrivées ici, que trouvent-elles ? Pas l'eldorado tant espéré : elles ont beaucoup de mal à se loger, on ne leur propose que des petits boulots ou des travaux pénibles payés au noir en plus elles doivent se cacher de la police puisque l'administration refuse de les régulariser.

Ainsi, elles sont acculées à l'état de paria.

Certaines squattent des logements insalubres mais finissent par être délogées par les forces de l'ordre comme à Cachan.

D'autres ayant passé leur enfance en France sont expulsées à leur majorité tel Khalid dont nous avons essayé d'empêcher l'embarquement à Sète dernièrement.

Le lot quotidien de tous ces exclus du pays des droits de l'homme c'est l'insécurité matérielle et psychique. Ceux qui s'obstinent à affirmer que les étrangers viennent ici pour se dorner la pilule aimeraient-ils être à leur place ?

Heureusement, des citoyens ne se résignent pas devant cette situation et ont décidé d'aider les sans-papiers grâce notamment au Réseau Education Sans Frontière dont le but est d'empêcher l'expulsion des jeunes et d'obtenir leur régularisation.

Pourtant, ce combat demeure insuffisant car il ne supprime pas la cause du problème. En effet, pourquoi la plupart des immigrés désirent vivre dans un pays occidental ? Parce que chez eux les conditions d'existence demeurent indignes des êtres humains. Et pourquoi est-on parvenu à cette situation ? Parce que depuis des décennies les pays pauvres sont placés en coupe réglée par leurs dirigeants corrompus et les Occidentaux qui alimentent les guerres avec leur vente d'armes et pillent leurs richesses naturelles. Et maintenant Sarkozy veut piller leur matière grise en prélevant des diplômés chez eux.

Le Tiers-Monde est pressuré de toute part et ses habitants sont brimés. Voilà pourquoi la seule issue pour ces individus reste la fuite. Aussi, tant que le système capitaliste régira l'ensemble de la planète les humains devront en payer le prix : l'exploitation de la majorité pour le confort de la minorité.

C'est de cette prise de conscience dont dépend la volonté du plus grand nombre possible de citoyens de lutter contre ce fléau et de mettre en place de nouveaux rapports socio-économiques.

Marielle



Dessin paru dans CQFD, journal à
feuilleter compulsivement.

Résistances est un art collectif.
Supplément à Ligne d'ATTAC.

Envoyez vos articles pour le prochain
journal à Serge.rec@free.fr ou
A Fauré, 19 chemin du Mas Bouran,
34290 Servian

Imprimé par nos soins sur papier
recyclé

L'Hôpital va mal

L'hôpital souffre de profitéite aiguë, accompagnée d'une rentabilitose chronique sévère. Quels sont les symptômes ?

Essentiellement des carences, en lits, en blocs opératoires, en maternité, en personnels, en temps de soins, en formation, en budget.

Une forte montée en température peut survenir, comme en 2003 et là c'est le gros malaise, il y a complication, ça sent la morgue !

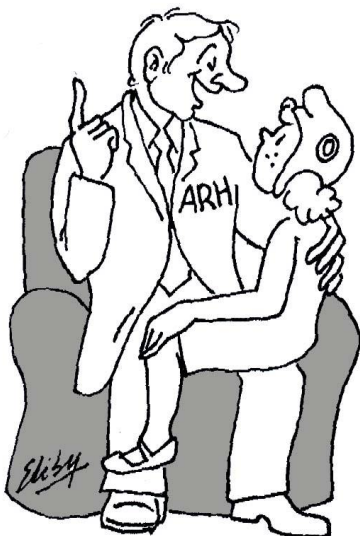
Heureusement, il y a de bons anticorps qu'on appelle « personnels soignants » ou plus globalement « agents de la fonction publique hospitalière ».

Alors, docteur, qu'en pensez-vous ? Et ne me dites pas que l'hôpital est hypocondriaque. Est-ce qu'il y a urgence ? Oui, il y a urgence : il faut prescrire sans attendre un vaccin anti-libéral avec rappel obligatoire tous les ans (par exemple le 29 mai). Et surtout, n'écoutez pas le discours des charlatans, qui, calculette à la main, vous feront croire que la guérison passera par la privatisation. Pour faire passer le message, ils vous conseilleront de prendre un suppositoire de bonimentex (matin, midi et soir). N'avez pas la pilule ! Gare aux effets secondaires et aux médicaments déremboursés : votre porte-monnaie pourrait en souffrir aussi.

Notre système de santé est bel et bien en danger ! Il faut refuser la médecine à deux vitesses. La santé n'est pas une marchandise et ne doit pas être soumise à une simple vision comptable. Chacun sait combien la santé est précieuse et qu'elle mérite toutes les attentions. La qualité des soins, à l'écart des transactions financières et des dividendes, doit être une priorité absolue. Il s'agit évidemment d'un choix de société...

... et notre système de santé est atteint d'un vilain virus transmissible qui s'appelle le pognon...

Eric Wallez
(Collectif pour le Non au TCE
de Cazouls-lès-Béziers)



Fusion GDF/SUEZ

Le projet de loi sur l'Energie en débat depuis le 7 septembre prévoit cette fusion mais également l'ouverture du marché du gaz et de l'électricité aux particuliers en 2007.

C'est une étape importante dans la voie de la libéralisation du secteur électrique.

Le but recherché par nos gouvernants est de sacrifier GDF pour sauver Suez, privatiser GDF et organiser une concurrence frontale entre EDF et GDF au détriment de la coopération et de la complémentarité. C'est de développer la concurrence entre salariés au profit des actionnaires.

Pour cela il faudra réaliser de nouveaux gains de productivité. Comment ? en licenciant (les organisations syndicales estiment à environ 20 000 suppression d'emplois pour les 2 entreprises) et en augmentant les tarifs.

C'est la logique même de la privatisation et de l'actionariat : il faut avant tout servir les détenteurs de capitaux au détriment des salariés et des usagers. Nous ne parlons pas des atteintes à l'environnement car on se moque des conséquences pourvu qu'il y ait du profit à faire le plus vite possible.

Nous sommes loin de l'intérêt général, que seul un Service Public de l'Energie peut apporter. Seul l'arrêt du processus de libéralisation peut permettre à l'Etat de répondre à l'intérêt général.

Il faut créer un pôle d'Energie Public autour d'EDF/GDF

Nous devons soutenir toutes les initiatives prises pour s'opposer à cette libéralisation que cherche à nous imposer le gouvernement. L'opposition de gauche doit s'engager, avant les élections, à promouvoir cette solution de bon sens et, s'il le faut, à revenir sur la décision prise.

Une étape essentielle, un moment d'accélération

Réunion nationale des collectifs pour une candidature unique, dimanche 10 septembre 2006 à St Denis: Geneviève Laffitte y était. Voici son point de vue.

Le rendez-vous du 10 septembre était attendu par les collectifs, les appareils politiques, mais pas uniquement. Quelques jours avant, la presse avait montré une certaine attente qui allait d'une interrogation de Politis sur « *L'heure de vérité* » à une vision approximative de la « *Gauche radicale –B comme bousculade* » pour l'Express et la métaphore des « *Antilibéraux dans les starting blocks* » pour l'Humanité.

Nous étions 700 dont 550 mandatés pour 236 collectifs enregistrés à l'accueil sur les 440 validés en France (494 collectifs étant signalés). Sont validés les collectifs qui fournissent des renseignements les concernant (celui de Béziers est validé)

Changement de décors par rapport à Aubagne dont l'accueil du meeting (en juin) donnait le ton de l'unité et du rassemblement. Saint-Denis : dénuement complet de la salle malgré les caméras, les objectifs de la presse. D'emblée, on pouvait donc avoir des doutes sur la visibilité et la lisibilité de la gauche antilibérale à l'extérieur.

L'ordre du jour prévu n'a pas pu être tenu (10h/13h : « Ambition-Stratégie-Candidatures » - 14h/17h : « Ce que nous voulons »). Seul le premier point a été abordé ; pour le second, Yves Salesse, coordinateur des travaux, s'en est tenu à une présentation du chantier.

- **Le texte « Ambition-Stratégie-Candidatures »** est adopté, consultable sur :
Pour parvenir à ce texte, une centaine d'amendements ont été déposés par une trentaine de collectifs ou organisations. Il a nécessité 5h30 d'interventions à la tribune.

Ce texte constitue notre "feuille de route" commune. Avec son adoption, un palier est franchi qui va guider notre démarche. Les paliers suivants seront l'adoption du programme, puis le choix du profil et de candidatures communes à la présidentielle et aux législatives..

Cette adoption ne ferme pas l'objectif de continuer à rassembler plus largement ; le texte en indique le socle possible.

- **Le programme « Ce que nous voulons »**, à travailler dans les collectifs, est consultable sur :
Pour approfondir la discussion qui n'a pas eu lieu, une réunion de travail des collectifs est programmée pour le **14 octobre**..

Au final, la volonté d'entrer rapidement dans une campagne tournée vers les citoyens s'est imposée, et pour encourager la dynamique que nous pourrions impulser,

- **un groupe de porte-parole** provisoire a été mis en place. Son champ d'application s'étend pour la phase actuelle et jusqu'à fin novembre environ, ce groupe provisoire d'animation de la démarche unitaire interviendra vis-à-vis des médias et pour différents meetings,

- **un calendrier a été arrêté :**

1er octobre :date limite de dépôt des candidatures à la

candidature.

14 octobre :réunion nationale "intermédiaire" des collectifs pour échanger sur le programme et les législatives.

Vers fin novembre :grande réunion nationale des collectifs pour finalisation de l'accord politique, de la candidature et du collectif de porte parole.

A la mi-journée, rien ne laissait présager de telles conclusions pour de nouveaux départs.

En effet, alors que ce rendez-vous était une étape essentielle et qu'il représentait un formidable enjeu, un public attentif et acquis apparemment aux prises de parole a peu à peu réagi au discours répété de la majorité des intervenants pour qui « ambition et stratégie » paraissaient secondaires, leur priorité étant la candidature de Marie-George Buffet et le rôle primordial des communistes.

L'évidence que nos différences sont nos richesses aurait pu vaciller sous les coups d'une méthode qui pouvait saper la dynamique des collectifs si l'expérience du 29 mai n'avait forgé des pratiques et des principes suivant lesquels c'est dans les collectifs que les décisions se prennent, sur le terrain et pas dans les appareils. Et c'est cette poussée des délégués des collectifs, cette réalité du terrain apparemment étrangère à certaines directions qui a permis que soit défini et balisé le processus de construction du rassemblement unitaire et de candidatures communes.

Pour ne pas laisser passer cette étape essentielle, ce moment d'accélération, à nous de faire en sorte que ce processus de rassemblement unitaire soit enclenché sur la même vitesse pour tous, qu'on appartienne ou non à un parti politique, qu'on soit membre ou pas de quoi que ce soit. Si notre souhait est de faire une autre politique, de la politique autrement, soyons certains qu'il nous faudra faire – aussi – une *autre campagne*.



Pourquoi autant de partis politiques pour proposer toujours la même idée?

Mes tribulations avec l'ANPE

Cette noble institution prend souvent plaisir à claironner qu'elle n'est pas là pour envoyer des offres d'emploi aux chômeurs mais que c'est à eux de les rechercher.

Or, après m'avoir écrit il y a plusieurs années pour me proposer de devenir ouvrière à tout faire dans une exploitation viticole, elle vient me solliciter pour aller « affûter des forets Précisons que je n'ai rien contre les travaux agricoles ou électriques mais que j'ai fait des études d'histoire et que je n'ai nullement l'intention de me reconvertir dans le secteur primaire. Qu'oserait me proposer ou m'obliger à accepter l'ANPE si Mr Sarkozy était Président ?

Marielle



Agenda

06/10 : réunion du collectif départemental du 29 mai à Villeneuve-lès-Maguelone à 20h

07/10 : réunion du groupe ATTAC Méditerranée à Montpellier

08/10 : réunion du groupe de coordination du Forum Social Méditerranéen à Montpellier

10/10 collectif de défense des enfants de sans papiers, 18h MVA Béziers

12/10 : réunion du Comité Unitaire Anti-Libéral du Biterrois à 18h 2 rue Voltaire

14/10 : réunion sur la fermeture de plusieurs bureaux de poste à 19h à St Geniès de Fontedit avec J-C. Gayssot et N.Etienne

14-15/10 : assemblée préparatoire internationale à Marseille pour le FSMéd

20/10: Raoul Marc Jennar 20h30 Pézenas

25/10 : café citoyen sur la péniche « Le Capharnarhum » pont de Sauclière à Béziers à 18h

Greenpeace censurée! Les OGM s'attaquent à la liberté d'informer!

« La directive européenne 2001/18 relative aux OGM impose aux États membres la publication de registres destinés à rendre publics les emplacements de cultures d'OGM. Or, la France n'a toujours pas transposé cette directive et prive ainsi les citoyens de tout moyen d'information légale sur cette dissémination de plantes transgéniques dans l'environnement. Cette année, plusieurs milliers d'hectares de maïs OGM commerciaux seraient cultivés sur notre territoire, sous couvert d'une confidentialité voulue par le gouvernement.

C'est pourquoi la commission OGM d'Attac a incité les comités locaux à rechercher les parcelles transgéniques à l'aide de tests prévus à cet effet, et, pour ce faire, à se mettre en relation avec les groupes locaux de Greenpeace.

Greenpeace France avait décidé de publier sur son site une carte mentionnant les emplacements des parcelles d'OGM ainsi identifiées.

Assignée en référé au tribunal de grande instance de Paris par deux agriculteurs dont les champs étaient mentionnés sur la carte, Greenpeace s'est vue condamnée le 27 juillet à retirer de son site les informations concernant leurs parcelles.

En signe de soutien, et pour faire reconnaître le droit à l'information des citoyens sur ces questions essentielles, Attac décide de publier cette carte sur son site Internet.

Elle est disponible à l'adresse suivante : http://www.France.attac.org/carte/carte_OGM.php

Attac rappelle que toute coexistence entre cultures OGM et non-OGM est illusoire et que seul un moratoire visant à maintenir les OGM en milieu strictement confiné serait acceptable en l'état actuel des débats. »

Attac France, le 25 septembre 2006

Nous exprimons ici notre solidarité avec les Faucheurs Volontaires (dont plusieurs parmi nous sont membres), la Confédération Paysanne, Greenpeace et tous ceux qui, par leur comportement citoyen se battent contre un Etat qui refuse un vrai débat sanctionné par notre Peuple.

